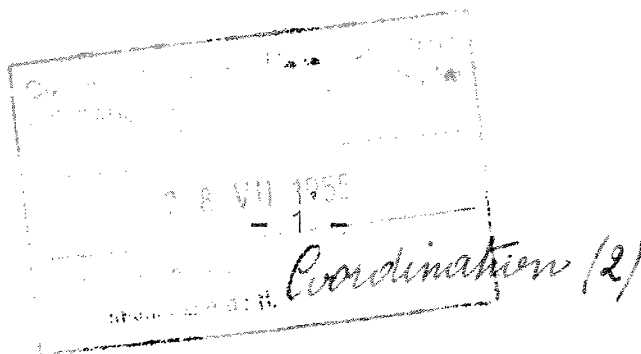


MTL.



L.4818/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisie par le Ministre des Finances, le 22 juin 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux fonds communs de placement", a donné le 13 juillet 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e Juni 1955 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de gemeenschappelijke beleggingsfondsen", heeft de 13e Juli 1955 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi a pour objet de soumettre au contrôle de la Commission bancaire la gestion des masses indivises de valeurs mobilières lorsque les parts des copropriétaires indivis sont représentées, soit par des titres à ordre ou au porteur, soit par des titres faisant l'objet d'une émission publique.

Il dénomme ces masses, pour l'application de la loi, "Fonds commun de placement".

+

+

+

Selon l'exposé des motifs, le Gouvernement a mis à l'étude l'ensemble du problème que soulève la notion connue dans les pays anglo-saxons sous le nom d'"Investment Trust", et il a l'intention d'en organiser en Belgique, à la fois le statut et le contrôle. "Il estime cependant nécessaire de prendre, dès à présent, des mesures provisoires protégeant l'épargne placée sous cette forme ... La constitution, la gestion et la liquidation de ces fonds restent de la compétence exclusive des particuliers qui sont également seuls responsables des décisions qu'ils prennent à cet égard. La mission des pouvoirs publics se limite à la réalisation des objectifs généraux de protection et d'information de l'épargne".

C'est donc de ces intentions que procèdent le projet de loi et en particulier les dispositions qui octroient des pouvoirs réglementaires et juridictionnels à l'organe de contrôle.

Les articles 4 et 5 du projet doivent en ordre principal retenir l'attention en tant qu'ils attribuent à la Commission bancaire, le pouvoir d'établir des règlements indispensables à l'application de la loi.

La justification de pareille attribution à un "organisme autonome" réside généralement, soit dans la complexité du caractère technique de la réglementation, soit dans le caractère mouvant de la situation à régler. Il semble que cette deuxième raison puisse être invoquée pour expliquer l'attribution du pouvoir réglementaire que la Commission bancaire tient déjà de l'article 11 de l'arrêté royal du 9 juillet 1935 afin de déterminer les proportions que les banques doivent observer entre, d'une part, les liquidités et les actifs mobilisables et, d'autre part, le capital et certains engagements.

Il peut ainsi se concevoir que la Commission bancaire soit investie du pouvoir énoncé à l'article 4, 3°, du projet, c'est-à-dire de réglementer les obligations et interdictions auxquelles sont soumises la gestion des fonds belges de placement et l'émission publique des titres représentatifs des droits des propriétaires indivis.

Par contre, lorsque l'article 4, 1° et 2°, charge la Commission bancaire de déterminer elle-même les règles normatives selon lesquelles elle accordera son agréation ou son autorisation, on est en droit de se demander s'il ne serait pas plus conforme au fonctionnement normal de nos institutions de laisser au Roi le soin de prendre pareilles mesures d'exécution de la loi.

Sans doute objectera-t-on que le pouvoir réglementaire de la Commission bancaire est soumis à l'approbation du Ministre des Finances. Cette subordination est importante; mais il n'empêche qu'en cas de refus d'approbation, aucun règlement n'aurait de force

.../...

obligatoire et, dans ce cas, à moins d'admettre que la Commission bancaire dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant à ses décisions d'agrément et d'autorisation, la loi ne pourrait recevoir d'application étant donné que le Ministre des Finances n'a aucun droit d'initiative, situation qui ne se concilie guère avec le but de protection poursuivi par la loi.

Au surplus, l'Etat n'est pas représenté au sein de la Commission et ne dispose que du pouvoir de nomination et de révocation de ses membres.

La méthode utilisée par l'article 2 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes, encore que discutable, fait apparaître plus clairement la volonté du législateur. Elle donne au Roi l'autorisation de déléguer à l'Institut du change le pouvoir de prendre des règlements relatifs à certaines matières déterminées. De cette manière, non seulement la délégation du pouvoir exécutif sera consentie en mesure des nécessités, mais la délégation sera toujours révocable "ad nutum" et le Roi conserve la possibilité d'agir en cas de carence de l'Institut.

L'article 5 du projet prévoit que la Commission bancaire contrôle le respect de ses règlements et lui confie le soin d'établir par un règlement spécial, les modalités de ce contrôle. Il apparaît peu rationnel d'attribuer à un organe administratif chargé d'exercer un contrôle, la fixation des pouvoirs d'investigation dont il sera titulaire.

.../...

Il y a lieu d'observer qu'en ce qui concerne les caisses d'épargne privées, les sociétés de capitalisation et les entreprises de prêts hypothécaires, le règlement de contrôle est toujours établi par arrêté royal (article 16 de l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934, modifié par l'arrêté royal n° 73 du 30 novembre 1939; article 13 de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934; article 56 de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936).

+

+

+

Le projet prévoit que les droits des propriétaires indivis sont représentés par des titres à ordre ou au porteur. Il n'indique pas les formes que doivent revêtir ces titres.

La législation consacre l'existence d'un certain nombre de titres à ordre ou au porteur, dont elle détermine les formes et les conditions de validité, tels les actions et obligations de société (article 44 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales), la lettre de change (article 1er des lois coordonnées), le billet à ordre (article 76 des lois coordonnées), le warrant (article 3 de la loi du 18 novembre 1862), les chèques et autres mandats de paiement (article 2 de la loi du 20 juin 1873).

La doctrine presque'unanime estime que rien ne s'oppose à la création conventionnelle de titres civils à ordre ou au porteur, que la cession de tels titres qui représenteraient un droit de créance peut se faire sans observer les formalités de l'article 1690 du Code civil et que le débiteur ne pourrait opposer au porteur les exceptions qu'il aurait pu faire valoir contre le premier détenteur du titre.

.../...

(De Page, Tome II, n° 479 quater, Tome IV, 414, 415 et 445, A; Aubry et Rau, Tome V, § 359 bis, 2°, notes 24 et 25; Planiol et Ripert, Tome VII, n°s 1136, 1137 et 1138; Baudry, Lacantinerie, Tome 17, n° 800).

+

+ +

Le projet donne aux valeurs mobilières groupées et gérées comme il est dit à l'article 1er, le nom de "Fonds commun de placement". L'adjectif "commun" est utilisé dans la dénomination de certains organismes de droit public. Généralement, il qualifie une chose qui appartient à tous et non à quelques personnes. Pour éviter toute confusion avec certains organismes de droit public, il est proposé de dire : "Fonds de placement collectif".

+

+ +

Dans plusieurs articles, il est fait mention d' "autorisation préalable". De par sa nature, une autorisation doit toujours précéder l'acte qu'elle permet d'accomplir. L'adjectif "préalable" peut donc être omis sans inconvénient.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

L'intitulé du projet ne couvre les dispositions fiscales contenues dans l'article 10 que pour autant qu'elles s'appliquent aux titres représentant une part d'un fonds de placement. Or, il apparaît à l'examen

.../...

que les dégrèvements fiscaux envisagés s'appliqueront, dans le cas du paragraphe premier de l'article 10, à tous les titres représentant des valeurs belges et, dans le cas du paragraphe deux, à tous les titres émis en représentation d'actions, d'obligations, de fonds publics sans que ces dernières valeurs doivent être groupées dans un fonds de placement.

De plus, le fait que l'article 10, § 2, procède par voie de modification textuelle du Code des taxes assimilées au timbre dénote l'intention d'introduire dans la législation fiscale une modification permanente.

On peut conclure que le projet apporte, en dehors du domaine des fonds de placement, des modifications à la législation fiscale. L'intitulé devrait le faire apparaître.

Article 1er.

Le mot "portefeuille" n'a pas de sens juridique bien défini et son emploi devrait être évité.

Selon le projet, la loi s'appliquera aux portefeuilles de valeurs mobilières gérés ou administrés "sous quelque forme que ce soit ...". Cette formule extensive apparaît en contradiction avec l'exposé des motifs, qui déclare que "le projet vise uniquement les fonds communs constitués sous la forme d'indivision".

.../...

Article 2.

Cet article prévoit que seules, des sociétés agréées peuvent gérer ou administrer des fonds de placement, mais sans dire que cette activité est exclusive de toute autre.

L'exposé des motifs parle de "sociétés de gestion spécialement constituées à cet effet". Cette précision devrait être introduite dans le texte de l'article.

Articles 4 et 5.

Les pouvoirs réglementaires qu'il importerait de confier au Roi, c'est-à-dire ceux énoncés aux articles 4, 1° et 2°, et 5, devraient prendre place dans un article distinct, tandis que les pouvoirs attribués à la Commission bancaire feraient l'objet d'un autre article.

Au point de vue de la forme, il conviendrait, à l'article 4, 2°, de mettre le mot "autorisation" au pluriel. L'article 3 prévoit, en effet, plusieurs espèces d'autorisations qui devront répondre à des exigences propres.

A l'article 4, alinéa 2, l'expression : "coefficient de répartition des risques" donne une idée inexacte du but poursuivi par les promoteurs du système qui est d'éliminer les risques. Il serait préférable de dire : "coefficient de répartition des placements".

A l'alinéa 3 du même article, le mot "admettre" serait avantageusement remplacé par "autoriser".

Article 6.

Cet article prévoit qu'en cas de retrait d'agrération, la Commission bancaire prend les mesures nécessaires pour la protection des propriétaires indivis. L'exposé des motifs ajoute que ces mesures pourront notamment comporter la nomination de nouveaux gérants.

Aucune précision n'est donnée quant au mode de remplacement des gérants. Le texte ne dit pas que le retrait d'agrération entraîne par lui-même la révocation du mandat donné à la société de gestion par les propriétaires indivis.

Si le mandat a été consenti à titre irrévocable, la Commission bancaire ne pourra obtenir, même avec le concours des propriétaires indivis, la révocation des mandataires.

D'autre part, ni le Roi dans ses arrêtés d'exécution, ni la Commission bancaire dans ses règlements ne pourraient, dans le silence de la loi, porter atteinte aux droits et obligations légaux ou conventionnels existant entre la société de gestion et ses mandants.

Il est donc nécessaire que la loi explicite les mesures qui seront prises en cas de retrait d'agrération. Il apparaît conforme aux intérêts des propriétaires indivis que ceux-ci soient appelés à se prononcer sur le sort futur de leur patrimoine commun. Cependant pour les réunir et les consulter ainsi que pour prendre les mesures provisoires de sauvegarde, il importe que des administrateurs provisoires soient investis.

.../...

La réunion des propriétaires indivis en assemblée générale ne doit cependant pas conduire à penser que l'indivision possède ainsi un organe par lequel elle exprime normalement sa volonté. Cette procédure est exceptionnelle et doit le rester, sans quoi l'indivision devrait être considérée comme une société civile.

Article 7.

L'exposé des motifs signale que l'autorisation donnée par la Commission bancaire ne dispense pas de solliciter celle du Ministre des Finances lorsque cette dernière est exigée par l'article 108 du Titre V du Livre 1er du Code de commerce.

L'article 7 gagnerait à contenir cette précision.

Article 8.

Les décisions de la Commission bancaire sont susceptibles d'appel auprès du Ministre des Finances.

La Commission est un organisme autonome. Ses décisions doivent être motivées. Le délai de l'appel est limité à quinze jours. Les notifications doivent se faire par lettres recommandées à la poste.

Ces éléments de procédure semblent indiquer que l'intervention du Ministre a un caractère juridictionnel. Toutefois, en l'absence de précisions sur le pouvoir du Ministre, on ne peut déterminer si celui-ci peut se substituer à la Commission pour prendre lui-même les décisions que les circonstances exigent. Le Conseil d'Etat

manque ainsi d'un élément qui, rapproché des autres, lui permettrait de dégager avec certitude la nature de l'intervention du Ministre. Celle-ci devrait être précisée.

Au § 6 il est prévu que la Commission bancaire peut publier certaines de ses décisions. Il apparaît cependant que le public a intérêt de savoir qu'une société de gestion n'est plus agréée ou que des fonds étrangers ne sont plus autorisés à émettre des titres en Belgique. Il est plus conforme au but poursuivi par le projet de rendre obligatoire la publication des décisions prises en application des articles 6, 2°, et 7, alinéa 3. Il faudrait préciser également où la publication doit se faire.

Article 10.

Le § 1er entend réduire de 0,70 p.c. à 0,30 p.c. le droit de timbre établi par l'article 18 du Code des droits de timbre, sur les titres émis en représentation d'actions, d'obligations ou effets publics quelconques émanant de tierces sociétés, collectivités ou autorités belges.

Comme il n'apparaît pas que la modification du droit de timbre soit limitée au 31 décembre 1960, il serait préférable de procéder comme au § 2, c'est-à-dire de modifier textuellement l'article 18 du Code des droits de timbre.

D'autre part, l'exposé des motifs déclare qu'une réduction analogue ne peut être envisagée pour le droit de timbre de 1,60 p.c. s'appliquant aux certificats créés en représentation de titres étrangers.

.../...

Le projet n'indique pas quel sera le droit de timbre applicable aux titres représentant une part dans un fonds de placement qui comprend à la fois des actions belges et étrangères.

En application de l'article 18, alinéa 2, du Code, le taux de 1,60 p.c. ne sera dû que dans la mesure où les titres représentent des valeurs étrangères. Il y aura donc lieu, lors du timbrage des titres, de soumettre un inventaire du fonds indiquant la proportion des titres belges et étrangers.

Une fois perçu, le droit de timbre couvrira toutes les variations pouvant survenir dans la composition du fonds, de la même manière qu'il couvre toutes les variations de la valeur du titre.

Le paragraphe 2 vise aussi bien les titres représentatifs de valeurs belges que ceux représentant des valeurs étrangères.

Comme l'exposé des motifs l'indique, la disposition ne se limite pas aux titres représentant une part dans un fonds de placement, mais s'applique à tous les certificats représentatifs.

.../...

Certaines banques désirant introduire sur le marché belge des actions étrangères et ayant acquis une quantité de ces actions dans une bourse étrangère, émettent des certificats représentatifs des actions qu'elles détiennent. Ces certificats sont cotés à la Bourse comme des actions ordinaires. Leur transmission est soumise au même courtage et à la même taxe fiscale que les actions.

Le projet réduit de 2,5 pour mille à 1 pour mille la taxe de transmission pour les certificats représentants des actions, tandis que ces actions continueront de payer le taux de 2,5 pour mille.

Le dégrèvement fiscal envisagé aura pour conséquence d'augmenter le recours au système des certificats représentatifs.

En raison du caractère permanent, d'une part, des dispositions constituant l'article 10 et de leur champ d'application qui, d'autre part, déborde celui du projet, il conviendrait de placer cet article in fine du projet.

Article 11.

L'alinéa 2 du § 1er de cet article prévoit que les infractions visées aux 3° et 4° de l'alinéa précédent sont poursuivies à la requête de la Commission bancaire.

.../...

L'exposé des motifs précise que ces infractions ne pourront être poursuivies que sur requête de la Commission bancaire et invoque, à titre de précédent, l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes.

Il importe d'observer qu'en ce qui concerne l'Institut belgo-luxembourgeois du change, la subordination de l'exercice de la poursuite à une dénonciation de l'Institut trouve sa justification dans les pouvoirs de transaction qui lui sont attribués. L'Institut doit, en effet, pouvoir instruire l'affaire en vue de proposer une transaction, avant que le délinquant ne soit renvoyé devant une juridiction de jugement.

La Commission bancaire n'ayant pas le pouvoir de transiger, l'utilité de lui donner le pouvoir d'apprécier si des poursuites doivent être intentées, n'apparaît juridiquement pas. De toutes façons, le ministère public n'aura généralement connaissance des infractions prévues à l'alinéa 1er, 3° et 4°, que sur dénonciation qui lui en sera faite par la Commission bancaire.

Article 13.

Cet article devrait prévoir les conséquences du refus d'agrément à l'égard d'une société de gestion créée avant la mise en vigueur de la loi. Le système proposé ci-avant au commentaire de l'article 6 pour régler les conséquences du retrait d'agrément pourrait être utilisé dans le cas de l'article 13.

+

+

+

.../...

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose, pour le projet, le texte ci-après qui contient en outre des modifications de forme qui n'appellent pas de commentaires :

PROJET DE LOI RELATIF AUX FONDS DE PLACEMENT COLLECTIF
ET MODIFIANT LE CODE DES DROITS DE TIMBRE ET LE CODE
DES TAXES ASSIMILEES AU TIMBRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de
présenter en Notre nom aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Sont réputées fonds de placement collectif pour
l'application de la présente loi, les masses indivises de
valeurs mobilières gérées ou administrées pour le compte
commun de leurs propriétaires lorsque les droits de ceux-
ci sont représentés soit par des titres à ordre ou au
porteur, soit par des titres qui font l'objet d'une
émission publique.

Sont réputés fonds belges de placement collec-
tif, les fonds gérés ou administrés en Belgique.

Article 2.-

Seules les sociétés agréées par la Commission bancaire peuvent gérer ou administrer un ou plusieurs fonds belges de placement collectif et faire appel au public en vue de la participation à de tels fonds.

Ces sociétés sont qualifiées ci-après sociétés de gestion. Elles ne peuvent avoir d'autre objet social que la gestion de fonds de placement collectif.

Elles sont soumises au contrôle de la Commission bancaire.

Article 3.-

L'autorisation de la Commission bancaire est requise pour :

- 1° la constitution de fonds belges de placement collectif;
- 2° la modification des droits des propriétaires indivis de ces fonds;
- 3° la publication par les sociétés de gestion de tous document, rapport ou écrit quelconques relatifs aux fonds qu'elles gèrent ou administrent.

Article 4.-

Le Roi détermine, sur avis de la Commission bancaire :

.../...

- 1° les conditions de l'agrération prévue à l'article 2;
- 2° les conditions des autorisations prévues à l'article
- 3° les modalités du contrôle.

Article 5.-

La Commission bancaire établit par règlement soumis à l'approbation du Ministre des Finances et publié au Moniteur belge, les obligations et interdictions auxquelles sont soumises la gestion des fonds belges de placement collectif et l'émission publique des titres représentatifs des droits des propriétaires indivis.

La Commission bancaire ne peut imposer l'introduction de valeurs déterminées dans les fonds commun de placement. Elle peut fixer des coefficients de répartition des placements; elle peut modifier ces coefficients mais ces modifications ne s'appliqueront qu'aux fonds qui seront créés postérieurement à celles-ci.

La Commission bancaire peut autoriser des dérogations aux dispositions de ses règlements.

Article 6.-

Lorsque les dispositions de la présente loi et des règlements pris pour son application ne sont pas respectées, la Commission bancaire peut :

- 1° suspendre tout nouvel appel public en vue de la participation à un fonds belge de placement collectif;
- 2° retirer l'agrération visée à l'article 2.

En cas de retrait de l'agrération, la Commission bancaire désigne des administrateurs provisoires dont elle fixe les pouvoirs et les émoluments. Les administrateurs provisoires convoquent en assemblée générale les propriétaires indivis en vue de délibérer sur les mesures à prendre pour la gestion future du fonds ou pour sa mise en liquidation. Sauf stipulation contraire de la convention, l'assemblée prend sa décision à la majorité des titres représentés.

Article 7.-

Sans préjudice à l'article 108 du Titre V du Livre Ier du Code de commerce, tout appel public, sous quelque forme que ce soit, en vue de la participation à des fonds de placement collectif, autres que belges, est soumis à l'autorisation de la Commission bancaire.

La Commission bancaire peut limiter le montant pour lequel il est fait appel au public et la durée de cet appel. Elle fixe les conditions à la réalisation desquelles l'octroi et le maintien de son autorisation sont subordonnés.

Elle peut retirer son autorisation lorsque les conditions visées à l'alinéa précédent ne sont pas respectées.

Article 8.-

§ 1er. Les décisions de la Commission bancaire prises en application des articles 2, 3, 1° et 2°, 6 et 7, alinéas 1er et 3, sont susceptibles d'appel auprès du Ministre des Finances.

.../...

§ 2. L'appel doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision; il est notifié à la fois au Ministre des Finances et à la Commission bancaire.

§ 3. L'appel suspend les décisions prises en application des articles 6 et 7, alinéa 3.

§ 4. Les décisions du Ministre des Finances et de la Commission bancaire sont motivées.

§ 5. Les décisions du Ministre des Finances et de la Commission bancaire, ainsi que l'appel sont notifiés par lettre recommandée à la poste.

§ 6. La Commission bancaire publie au...(Moniteur belge?)...les décisions prises en application de l'article 6, 2°, et de l'article 7, alinéa 3, lorsqu'elles sont devenues définitives. Elle peut publier les décisions prises en application de l'article 6, 1°.

Article 9.-

... (texte du projet) ...

Article 10.-

Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à dix mille francs ou de l'une de ces peines seulement :

- 1° ceux qui gèrent des fonds belges de placement collectif ... (comme au projet) ...
- 2° ... (comme au projet en remplaçant : "fonds commun de placement" par "fonds de placement collectif")...

.../...

3° (comme au projet) ...

4° ceux qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets à la Commission bancaire ou qui, dans un but frauduleux, mettent obstacle aux vérifications auxquelles ils sont tenus de se soumettre ou refusent de donner des renseignements qu'ils sont tenus de fournir.

Les dispositions du Livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions punies par la présente loi.

Article 11.-

... (texte de l'article 12 du projet) ...

Article 12.-

Ceux qui, avant la mise en application de la présente loi, gèrent des fonds belges de placement collectif ou faisaient appel au public en vue de la participation à de tels fonds, sont tenus de se conformer à ses dispositions dans un délai d'un an à dater de son entrée en vigueur.

En cas de refus d'agrément ou de refus d'autorisation, il sera procédé comme il est dit à l'article 6, alinéa 2.

Article 13.-

§ 1er. Dans l'article 18, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre, confirmé par la loi du 14 juillet 1951, les mots : "de 0,70 pour cent" sont remplacés par les mots : "de 0,30 pour cent".

§ 2. Dans l'article 121 ... (la suite comme au projet du Gouvernement) ...

Article 14.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1956. Les effets de la présente loi, à l'exception de l'article 13, prennent fin le 31 décembre 1960.

Donné à , le .

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp van wet strekt er toe aan de contrôle der Bankcommissie te onderwerpen het beheer van onverdeelde massa's van roerende waarden wanneer de aandelen van de onverdeelde mede-eigenaars door effecten aan order of aan toonder, ofwel door publiek geëmitteerde effecten vertegenwoordigd zijn.

Voor de toepassing van de wet worden deze massa's "gemeenschappelijke beleggingsfondsen" geheten.

+
+ +

Volgens de memorie van toelichting heeft de Regering de gezamenlijke problemen in verband met het in de Angelsaksische landen onder de benaming "Investment Trust" gangbare begrip in studie genomen, en is zij voornemens daarvan in België tegelijk het statuut en de contrôle in te richten. "Zij oordeelt niettemin dat het noodzakelijk is thans reeds voorlopige maatregelen te nemen om het spaarwezen onder deze vorm te beschermen. . . . De aanleg, het beheer en de liquidatie van deze beleggingsfondsen behoren verder tot de uitsluitende bevoegdheid van de particulieren die eveneens alleen aansprakelijk zijn voor de beslissingen die door hen in dit opzicht worden genomen. De taak van de openbare machten is beperkt tot de verwezenlijking van hogerbedoelde algemene objectieven van bescherming en informatie van de spaarders".

Deze bedoelingen vormen dan ook de grondslag voor het ontwerp van wet en in het bijzonder voor de bepalingen, waarbij regelende en rechtsprekende bevoegdheden aan het contrôlelichaam worden verleend.

.../...

De artikelen 4 en 5 van het ontwerp vergen vooraf de aandacht in zover zij de Bankcommissie bevoegd verklaren om de voor de toepassing van de wet noodzakelijke verordeningen vast te stellen.

Om de toekenning van zodanige bevoegdheid aan een "autonoom lichaam" te verantwoorden, wordt doorgaans aangevoerd dat de regeling technisch ingewikkeld is of dat de te regelen toestand onvast is. Het lijkt wel dat men hier de tweede reden kan inroepen ter verklaring van de toekenning van de verordenende bevoegdheid, welke de Bankcommissie reeds bezit op grond van artikel 11 van het koninklijk besluit van 9 Juli 1935 om te bepalen welke verhoudingen tussen de liquide middelen en de mobiliseerbare activa enerzijds, en anderzijds het kapitaal en sommige obligo's de banken moeten in acht nemen.

Aldus is het wel denkbaar dat de Bankcommissie de in artikel 4, 3°, van het ontwerp genoemde bevoegdheid zal verkrijgen, dit wil zeggen de bevoegdheid tot regeling van de verplichtingen en verbodsbepalingen waaraan het beheer van Belgische beleggingsfondsen en de openbare uitgifte van effecten ter vertegenwoordiging van de rechten der onverdeelde eigenaars zijn onderworpen.

Wanneer daarentegen artikel 4, 1° en 2°, de Bankcommissie gelast, zelf de normen te bepalen volgens welke zij de erkenning of de machtiging zal verlenen, is de vraag gewettigd of het niet beter met de normale werking van onze instellingen zou stroken de Koning dergelijke maatregelen tot uitvoering van de wet te laten nemen.

.../...

Hiertegen zal allicht worden aangevoerd, dat de verordenende bevoegdheid van de Bankcommissie aan de goedkeuring van de Minister van Financiën onderworpen is. En deze ondergeschiktheid heeft haar belang ; dit neemt echter niet weg dat, ingeval de goedkeuring wordt geweigerd, geen enkele verordening bindende kracht zou hebben en dat de wet in zodanig geval tenzij menaanneemt dat de Bankcommissie een discretionaire macht ten aanzien van haar erkennings- en machtigingsbeslissingen bezit, geen toepassing kan krijgen aangezien de Minister geen enkel recht van initiatief heeft ; een zodanige toestand nu is bezwaarlijk overeen te brengen met de door de wet beoogde bescherming.

Bovendien is de Staat in de commissie niet vertegenwoordigd en heeft hij alleen bevoegdheid om de leden te benoemen en te ontslaan.

Met de weliswaar aanvechtbare methode die in artikel 2 van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de wisselcontrôle is gebruikt, treedt de bedoeling van de wetgever duidelijker naar voren. Met deze methode wordt de Koning gemachtigd om aan het Wisselinstituut de bevoegdheid op te dragen tot het vaststellen van de reglementen betreffende wel bepaalde aangelegenheden. Op deze wijze wordt niet alleen de delegatie van de uitvoerende macht naar mate van de behoeften toegestaan, maar is de delegatie altijd herroepbaar "ad nutum" en behoudt de Koning de mogelijkheid om zelf op te treden indien het Instituut in gebreke wordt bevonden.

.../...

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt dat de Bankcommissie de nakoming van haar reglementen controleert en het geeft haar opdracht de wijze waarop deze contrôle plaats heeft, in een bijzonder reglement vast te leggen. Het lijkt weinig rationeel, aan een administratief lichaam dat met een contrôle is belast, opdracht te geven haar eigen bevoegdheid van onderzoek vast te stellen.

Op te merken valt dat voor particuliere spaarkassen, kapitalisatievennootschappen en ondernemingen van hypothecaire leningen, het contrôlereglement altijd bij koninklijk besluit wordt vastgesteld (artikel 16 van het koninklijk besluit nr 42 van 15 December 1934, gewijzigd bij koninklijk besluit nr 73 van 30 November 1939 ; artikel 13 van het koninklijk besluit nr 43 van 15 December 1934 ; artikel 56 van het koninklijk besluit nr 225 van 7 Januari 1936).

+

+ . +

Volgens het ontwerp zijn de rechten van onverdeelde eigenaars vertegenwoordigd door effecten aan order of aan toonder. Welke vorm deze effecten moeten vertonen, wordt niet gezegd.

De wetgeving kent een aantal effecten, aan order of aan toonder, waarvan zij de vormen en de geldigheidsvoorwaarden bepaalt, zoals de aandelen en obligaties van vennootschappen (artikel 44 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen), de wisselbrief (artikel 1 van de gecoördineerde wetten), het orderbriefje (artikel 76 van de gecoördineerde wetten), de warrant (artikel 3 van de wet van 18 November 1862), de checks en andere betalingsbriefjes (artikel 2 van de wet van 20 Juni 1873).

Volgens een haast eensluidende rechtsleer is er geen bezwaar tegen het bij overeenkomst totstandkomen van burgerlijke effecten aan order of aan toonder, kunnen zodanige effecten, die een recht van schuldvordering mochten vertegenwoordigen, worden afgestaan zonder inachtneming van de vormen van artikel 1690 van het Burgerlijk Wetboek en zou de schuldenaar tegenover de houder zich niet mogen beroepen op de excepties welke hij tegen de eerste houder van het effect had kunnen doen gelden.

(De Page, Tome II, nr 479 quater, Tome IV, 414, 415 en 445, A; Aubry en Rau, Tome V, § 359 bis, 2°, nota's 24 en 25 ; Planiol en Ripert, Tome VII, nrs 1136, 1137 en 1138 ; Baudry, Lacantinerie, Tome 17, nr 800).

+

+

+

Het ontwerp geeft aan de roerende waarden gegroepeerd en beheerd zoals in artikel 1 is aangegeven de benaming "gemeenschappelijk beleggingsfonds". Het bijvoeglijk naamwoord "gemeenschappelijk" is gebruikt in de benaming van een aantal publiekrechtelijke lichamen. Doorgaans wijst het op een zaak die aan ieder een en niet aan enkele personen toebehoort. Om iedere verwarring met sommige publiekrechtelijke lichamen te vermijden, wordt voorgesteld "collectieve beleggingsfondsen".

+

+

+

.../...

In een aantal artikelen is er sprake van "voorafgaande machtiging". Een machtiging moet uiteraard voorafgaan aan de handeling waarvan zij het verrichten mogelijk maakt. De woorden "voorafgaand", "vooraf" kunnen dus zonder enig bezwaar wegvallen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Het opschrift van het ontwerp dekt de in artikel 10 voorkomende fiscale bepalingen slechts voor zover zij betrekking hebben op effecten die een deel van een beleggingsfonds vertegenwoordigen. Bij nader toezien blijkt echter dat de fiscale ontlastingen in het geval van de eerste paragraaf van artikel 10 op alle effecten die Belgische waarden vertegenwoordigen, toepassing zullen vinden en, in het geval van paragraaf 2, op alle effecten uitgegeven ter vertegenwoordiging van aandelen, obligaties en openbare fondsen zonder dat laatstgenoemde waarden in een beleggingsfonds moeten zijn gegroepeerd.

Uit het feit dat artikel 10, paragraaf 2, wijziging aanbrengt in de tekst zelf van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen blijkt het voornemen in de fiscale wetgeving een blijvende wijziging in te voeren.

Het ontwerp brengt dus, behalve op het gebied van de beleggingsfondsen, wijzigingen in de fiscale wetgeving. Dit zou in het opschrift tot uiting moeten komen.

Artikel 1.

De term "portefeuille" heeft geen welomschreven juridische betekenis en zou best niet worden gebruikt.

Volgens het ontwerp zal de wet toepassing vinden op de portefeuilles van roerende waarden die "onder om het even welke vorm" beheerd of bestuurd worden. Deze ruime

.../...

formule blijkt in tegenstelling te zijn met de memorie van toelichting die verklaart dat "het ontwerp enkel slaat op de in de vorm van onverdeeldheid aangelegde gemeenschappelijke beleggingsfondsen".

Artikel 2.

Volgens dit artikel kunnen alleen "aangenomen" vennootschappen beleggingsfondsen behoren of besturen, maar wordt niet gezegd dat een zodanige activiteit elke andere uitsluit.

In de memorie van toelichting is sprake van "speciaal daartoe opgerichte beheervervennootschappen". Deze verduidelijking zou in de tekst van het artikel moeten komen.

Artikelen 4 en 5.

De verordenende bevoegdheid welke aan de Koning dient opgedragen te worden, namelijk die vermeld in de artikelen 4, 1° en 2°, en artikel 5, moeten in een afzonderlijk artikel plaats vinden, terwijl de bevoegdheid welke aan de Bankcommissie wordt toegekend in een ander artikel dient te worden opgenomen.

In artikel 4, 2°, Franse versie, moet het woord "autorisation" in het meervoud worden gesteld.

Volgens artikel 3 zijn er immers verscheidene soorten van machtigingen, die telkens aan bijzondere voorwaarden zullen moeten voldoen.

In artikel 4, tweede lid, geeft de uitdrukking "coëfficiënten voor de risicoverdeling" een onjuist beeld van het doel dat de promotors van de regeling willen bereiken, namelijk de risico's uit te schakelen. Het ware beter te lezen "coëfficiënt voor de spreiding van de beleggingen".

In het derde lid van hetzelfde artikel zou het woord "aanvaarden" best vervangen worden door "toestaan".

Artikel 6.

Volgens dit artikel neemt in geval van intrekking van de erkenning de Bankcommissie de nodige maatregelen ter vrijwaring van de rechten der onverdeelde eigenaars. De memorie van toelichting voegt hieraan toe dat die maatregelen onder meer de benoeming van nieuwe beheerders kunnen behelzen.

Over de wijze waarop de beheerders worden vervangen, wordt geen enkele verduidelijking gegeven. De tekst bepaalt niet dat de intrekking van de erkenning uit zich zelf de herroeping van de lastgeving welke de onverdeelde eigenaars aan de beheervernootschap hebben gegeven, tot gevolg heeft.

Werd de lastgeving als onherroepelijk toegestaan, dan zal de Bankcommissie, zelfs niet met de medewerking van de onverdeelde eigenaars, de afstelling van de lasthebbers kunnen bekomen.

Anderzijds zal noch de Koning in zijn uitvoeringsbesluiten, noch de Bankcommissie in haar reglementen, gezien het stilzwijgen van de wet, afbreuk kunnen doen aan de wettelijke of bedongen rechten en verplichtingen die tussen de beheervernootschap en haar lastgevers bestaan.

De wet dient dus aan te geven welke maatregelen in geval van intrekking van de erkenning zullen worden genomen. In het belang van de onverdeelde eigenaars schijnt het nodig dat zij zich over het toekomstig lot van hun gemeenschappelijk vermogen kunnen uitspreken. Nochtans moeten voorlopige beheerders worden aangesteld om ze bijeen te roepen en hun advies te vragen, alsmede om de voorlopige vrijwaringsmaatregelen te nemen.

Uit de bijeenroeping van de onverdeelde eigenaars in algemene vergadering mag evenwel niet worden afgeleid dat de onverdeeldheid aldus over een orgaan beschikt waardoor zij normaal haar wil uitdrukt. Deze procedure is uitzonderlijk en moet uitzondering blijven; anders zou de onverdeeldheid als een burgerrechtelijke vennootschap moeten worden beschouwd.

Artikel 7.

De memorie van toelichting merkt op dat de machtiging vanwege de Bankcommissie niet ontslaat van de verplichting de machtiging van de Minister van Financiën aan te vragen, wanneer deze ingevolge artikel 108 van titel V van Boek I van het Wetboek van koophandel is vereist.

Men zou er goed aan doen dit in artikel 7 te zeggen.

Artikel 8.

Tegen de beslissingen van de Bankcommissie staat beroep open bij de Minister van Financiën.

De Bankcommissie is een zelfstandige instelling. Haar beslissingen moet zij met redenen omkleden. De termijn van beroep belooft vijftien dagen. De kennisgevingen geschieden bij ter post aangetekende brief.

Deze gegevens schijnen er op te wijzen dat het optreden van de Minister een jurisdictioneel karakter heeft. Bij gemis van nadere toelichting over de macht van de Minister, is het onmogelijk uit te maken of hij in de plaats van de Bankcommissie kan treden om zelf de volgens de omstandigheden geboden beslissing te treffen. De Raad van State mist aldus een gegeven, dat, vergeleken met de overige hem de mogelijkheid zou verschaffen het karakter van het optreden van de Minister met zekerheid te bepalen. Daarin zou moeten worden voorzien.

In paragraaf 6 wordt bepaald dat de Bank-commissie sommige van haar beslissingen kan bekendmaken. Nochtans heeft het publiek klaarblijkelijk belang te weten dat een beheerverenootschap niet meer erkend is of dat buitenlandse fondsen niet meer gemachtigd zijn effecten in België te emitteren. Het doel dat het ontwerp nastreeft, zou beter worden bereikt wanneer men de beslissingen, genomen bij toepassing van de artikelen 6, 2°, en 7, derde lid, verplicht moet bekendmaken. Voorts dient gezegd te worden waar de bekendmaking moet plaats hebben.

Artikel 10.

Paragraaf 1 wil het zegelrecht van artikel 18 van het Wetboek der zegelrechten van 0,70 t.h. tot 0,30 t.h. verminderen ten aanzien van de effecten uitgegeven ter vertegenwoordiging van aandelen, obligaties of eender welke openbare effecten uitgaande van Belgische derde vennootschappen, gemeenschappen of overheden.

Aangezien niet blijkt dat de wijziging van het zegelrecht tot 31 December 1960 zou worden beperkt, ware het aangewezen hierbij op dezelfde wijze te werk te gaan als in § 2, dit wil zeggen de tekst van artikel 18 van het Wetboek der zegelrechten wijzigen.

Anderzijds verklaart de memorie van toelichting dat een zelfde vermindering niet kan worden overwogen voor het zegelrecht van 1,60 t.h., dat van toepassing is op de certificaten gecreëerd ter vertegenwoordiging van buitenlandse effecten.

.../...

In het ontwerp wordt niet gezegd welk zegelrecht van toepassing is op effecten die een aandeel vertegenwoordigen in een beleggingsfonds waarin zowel Belgische als buitenlandse aandelen voorkomen.

Bij toepassing van artikel 18, tweede lid, van het Wetboek zal het tarief van 1,60 t.h. alleen verschuldigd zijn voor zover de effecten buitenlandse waarden vertegenwoordigen. Bij de zegeling van de effecten zou dus een inventaris van het fonds moeten worden voorgelegd waarin de verhouding van de Belgische en buitenlandse effecten wordt opgegeven.

Als eenmaal het zegelrecht is geïnd, zal het alle wijzigingen die zich in de samenstelling van het fonds mochten voordoen, dekken, zoals zulks geval is met alle schommelingen in de waarde van het effect.

Paragraaf 2 heeft zowel betrekking op de effecten ter vertegenwoordiging van Belgische waarden als op effecten ter vertegenwoordiging van buitenlandse waarden.

Zoals de memorie van toelichting er op wijst, geldt deze bepaling niet alleen voor effecten welke een aandeel in een beleggingsfonds vertegenwoordigen, maar voor alle vertegenwoordigende certificaten.

Sommige banken, welke buitenlandse aandelen op de Belgische markt willen invoeren en een aantal van die aandelen in een buitenlandse beurs hebben aangekocht, geven certificaten uit ter vertegenwoordiging van de aandelen welke zij bezitten. Deze certificaten worden zoals gewone aandelen op de beurs

genoteerd. Voor de overdracht van die certificaten gelden hetzelfde commissieloon en dezelfde belasting als voor aandelen.

Het ontwerp vermindert van 2,5 per duizend tot 1 per duizend de overdrachtsbelasting op de certificaten ter vertegenwoordiging van aandelen, terwijl voor die aandelen verder het tarief van 2,5 per duizend zal moeten worden betaald.

De voorgenomen fiscale ontlasting zal tot gevolg hebben dat meer en meer een beroep zal worden gedaan op vertegenwoordigende certificaten.

Gezien enerzijds het permanent karakter van de bepalingen van artikel 10 en anderzijds het toepassingsgebied van deze bepalingen, dat ruimer is dan dat van het ontwerp, ware het raadzaam dit artikel aan het slot van het ontwerp te plaatsen.

Artikel 11.

Het tweede lid van § 1 van dit artikel zegt dat "de in 3° en 4° bedoelde inbreuken worden vervolgd op verzoek van de Bankcommissie".

De memorie van toelichting zegt hierover dat deze misdrijven alleen op verzoek van de Bankcommissie kunnen worden vervolgd en beroept zich, als een precedent hiervoor, op de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de wisselcontrôle.

.../...

Hier moge worden opgemerkt dat, wat betreft het Belgisch-Luxemburgs Instituut voor de wissel, het feit dat het instellen van vervolgingen afhankelijk is van een aangifte vanwege het Instituut, te verklaren is door de bevoegdheid van het Instituut om schikkingen te treffen. Het Instituut moet immers de zaak kunnen onderzoeken om een schikking voor te stellen alvorens de overtreder voor een rechtbank wordt gebracht.

Daar de Bankcommissie niet bevoegd is tot het treffen van schikkingen, heeft het juridisch geen nut haar bevoegd te verklaren om te oordelen of vervolgingen moeten worden ingesteld. Hoe dan ook, het openbaar ministerie zal doorgaans de misdrijven waarvan sprake in het eerste lid, 3° en 4°, eerst vernemen nadat de Bankcommissie hiervan aangifte bij hem zal hebben gedaan.

Artikel 13.

Dit artikel zou moeten aangeven, welke gevolgen aan de weigering van erkenning zijn verbonden voor een beheersvennootschap die vóór de inwerkingtreding van de wet is opgericht. Voor het geval van artikel 13 kan gebruik worden gemaakt van het systeem, dat in de commentaar op artikel 6 is aanbevolen voor het regelen van de gevolgen van de weigering van erkenning.

+

+

+

...//...

Onder inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State voor het ontwerp de volgende tekst voor, waarin bovendien zijn aangebracht een aantal vormwijzigingen die geen commentaar behoeven:

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE COLLECTIEVE BELEGGINGS-
FONDSEN EN TOT WIJZIGING VAN HET WETBOEK DER ZEGELRECHTEN
EN VAN HET WETBOEK DER MET HET ZEGEL GELIJKGESTELDE
TAKSEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Als collectieve beleggingsfondsen worden voor de toepassing van deze wet beschouwd de onverdeelde massa's van roerende waarden beheerd of bestuurd voor gemeenschappelijke rekening van hun eigenaars, wanneer deze rechten, hetzij door effecten aan order of aan toonder, hetzij door openbaar geëmitteerde effecten zijn vertegenwoordigd.

.../...

Als Belgische collectieve beleggingsfondsen worden beschouwd de in België behoorde of bestuurd fondsen.

Artikel 2.-

Alleen de door de Bankcommissie erkende vennootschappen mogen één of meer Belgische collectieve beleggingsfondsen beheren of besturen, en tot het publiek een oproep richten om aan zodanige fondsen deel te nemen.

Deze vennootschappen worden hieronder beheer-vennootschappen genoemd. Als maatschappelijk doel mogen zij enkel hebben het beheer van collectieve beleggingsfondsen.

Zij staan onder de controle van de Bankcommissie.

Artikel 3.-

Machtiging vanwege de Bankcommissie is vereist voor :

- 1° het oprichten van Belgische collectieve beleggingsfondsen;
- 2° het wijzigen van de rechten van de onverdeelde eigenaars van deze beleggingsfondsen;
- 3° het publiceren door de beheer-vennootschappen van enigerlei document, verslag of geschrift betreffende de door hen behoorde of bestuurd beleggingsfondsen.

.../...

Artikel 4.-

De Koning bepaalt, op het advies van de Bankcommissie :

- 1° de voorwaarden van de in artikel 2 bedoelde erkenning;
- 2° de voorwaarden van de in artikel 3 bedoelde machtigingen;
- 3° de wijze waarop contrôle wordt uitgeoefend.

Artikel 5.-

De Bankcommissie bepaalt, bij een aan de Minister van Financiën ter goedkeuring voorgelegd en in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt reglement, de verplichtingen en de verbodsregelen waaraan zijn onderworpen het beheer van de Belgische collectieve beleggingsfondsen en de openbare emissie van effecten ter vertegenwoordiging van de rechten der onverdeelde eigenaars.

De Bankcommissie kan niet voorschrijven, dat bepaalde waarden in de collectieve beleggingsfondsen worden opgenomen. Zij kan voor de spreiding van de beleggingen coëfficiënten vaststellen. Zij kan deze coëfficiënten wijzigen, zo echter, dat deze wijzigingen niet zullen gelden dan voor de naderhand tot stand gebrachte fondsen.

De Bankcommissie kan toestaan dat van de bepalingen van haar reglementen wordt afgeweken.

.../...

Artikel 6.-

In geval de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsreglementen niet worden nagekomen, kan de Bankcommissie :

- 1° elke nieuwe openbare oproep tot deelneming aan een Belgisch collectief beleggingsfonds opschorten;
- 2° de in artikel 2 bedoelde erkenning intrekken.

Bij intrekking van de erkenning, wijst de Bankcommissie voorlopige beheerders aan, wier bevoegdheid en emolumenten zij vaststelt. De voorlopige beheerders roepen de onverdeelde eigenaars in algemene vergadering bijeen, om te beraadslagen en te beslissen over de maatregelen, voor het toekomstig beheer van het fonds of voor zijn liquidatie te treffen. Behoudens strijdig beding in de overeenkomst wordt de beslissing der vergadering met meerderheid van de vertegenwoordigde effecten genomen.

Artikel 7.-

Onverminderd artikel 108, Titel V, Boek I, van het Wetboek van koophandel is machtiging van de Bankcommissie vereist voor iedere openbare oproep onder enigerlei vorm met het oog op deelneming aan andere dan Belgische collectieve beleggingsfondsen.

De Bankcommissie kan het bedrag waarvoor een oproep tot het publiek wordt gericht, en de duur van deze oproep beperken. Zij bepaalt aan welke voorwaarden moet worden voldaan opdat zij haar machtiging zou geven en handhaven.

Zij kan haar machtiging intrekken wanneer de in het vorige lid bedoelde voorwaarden niet zijn nagekomen.

Artikel 8.-

§ 1. Tegen de beslissingen van de Bankcommissie, bij toepassing van de artikelen 2, 3, 1° en 2°, 6 en 7, eerste en derde lid, staat beroep open bij de Minister van Financiën

§ 2. Het beroep moet binnen vijftien dagen na kennisgeving van de beslissing worden ingesteld; van het beroep worden tegelijk de Minister van Financiën en de Bankcommissie in kennis gesteld.

§ 3. Het beroep schorst de beslissingen die bij toepassing van de artikelen 6 en 7, derde lid, zijn genomen.

§ 4. De beslissingen van de Minister van Financiën en van de Bankcommissie zijn met redenen omkleed.

§ 5. Van de beslissingen van de Minister van Financiën en van de Bankcommissie wordt kennis gegeven bij ter post aangetekende brief.

§ 6. De Bankcommissie publiceert ... (in het Belgisch Staatsblad ?)... wanneer zij definitief zijn geworden, de beslissingen bij toepassing van artikel 6, 2°, en van artikel 7, derde lid, genomen. Zij kan de bij toepassing van artikel 6, 1°, genomen beslissingen eveneens publiceren.

.../...

Artikel 9.-

... (tekst van het ontwerp) ...

Artikel 10.-

Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboeten van vijftig frank tot tienduizend frank of met een van die straffen alleen, worden gestraft :

- 1° zij die met overtreding van de artikelen 2, 3, 1°, en 6 Belgische collectieve beleggingsfondsen beheren of een beroep doen op het publiek om op zodanige fondsen in te schrijven;
- 2° zij die met overtreding van artikel 7, eerste en derde lid, een beroep doen op het publiek om op collectieve beleggingsfondsen in te schrijven;
- 3° zij die met een bedrieglijk oogmerk de in de artikelen 4 en 5 bedoelde reglementen of de in artikel 7, tweede lid, bedoelde voorwaarden en beperkingen niet in acht nemen;
- 4° zij die wetens aan de Bankcommissie onjuiste of onvolledige inlichtingen verstrekken of die met een bedrieglijk oogmerk de verificaties beletten waaraan zij zich moeten onderwerpen of weigeren de inlichtingen te geven welke zij moeten verstrekken.

De bepalingen van Boek I van het Wetboek van strafrecht, hoofdstuk VII, en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de door deze wet gestrafte misdrijven.

.../...

Artikel 11.-

... (tekst van artikel 12 van het ontwerp)...

Artikel 12.-

Zij die vóór de inwerkingtreding van deze wet Belgische collectieve beleggingsfondsen beheerden of het publiek opriepen om op dergelijke fondsen in te schrijven, zijn gehouden zich naar de bepalingen van deze wet te gedragen binnen een termijn van één jaar te rekenen van haar inwerkingtreding.

In geval erkenning of machtiging wordt geweigerd, zal worden opgetreden zoals gezegd in artikel 6, tweede lid.

Artikel 13.-

§ 1. In artikel 18, eerste lid, van het besluit van de Regent van 26 Juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten, bevestigd bij de wet van 14 Juli 1951 worden de woorden "0,70 procent" vervangen door de woorden "0,30 procent".

§ 2. In artikel 121, ingevoegd in het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen door artikel 50 van de wet van 13 Augustus 1947 en gewijzigd door artikel 12 van de wet van 13 Juni 1950, worden na de woorden "of certificaten van obligatiën" de woorden toegevoegd "of effecten op naam (aan order) of aan toonder goëmitteerd door in België gevestigde natuurlijk of rechtspersonen, ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van enigerlei aandelen, obligaties of openbare effecten die uitgaan van derde vennootschappen, gemeenschappen of overheden, of van gedeelten van dergelijke aandelen, obligaties of van openbare effecten".

.../...

Artikel 14.-

Deze wet treedt 1 Januari 1956 in werking.
De gevolgen van deze wet, met uitzondering van artikel
13, eindigen op 31 December 1960.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter,

J.COYETTE,	conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,

A.BERNARD,	assesseurs de la section
	de législation,
P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling
	wetgeving,

G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(s.) F.LEPAGE.